



# **Les instituts de recherche en Argentine**

## **Expansion et reconfiguration du champ scientifique argentin pendant le dernier gouvernement militaire (1976-1983)**

**Fabiana Bekerman**

DANS **REVUE D'ANTHROPOLOGIE DES CONNAISSANCES 2013/1 (Vol. 7, n° 1)**,

PAGES 247 À 270

# **ARTICLE**

---

## **LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE PENDANT LA DICTATURE**

---

**L**e coup d'État qui a eu lieu en Argentine le 24 mars 1976 a été l'une des nombreuses dictatures militaires installées en Amérique latine durant les années 1970<sup>[1]</sup>, qui ont mis les Forces armées des différents pays au pouvoir en déplaçant le pouvoir civil et dirigeant l'État en faisant appel aux hiérarchies militaires. Ansaldi (2004) soutient qu'une des caractéristiques communes de ces dictatures a été le fondement idéologique de la Doctrine de Sécurité Nationale (DSN). Cette doctrine mettait en valeur le besoin d'assurer la « sécurité interne » face à la menace de l'« action indirecte » du communisme. De cette manière, il y a eu un remplacement des guerres conventionnelles par des guerres idéologiques disputées à l'intérieur des frontières nationales.

1

La junte militaire qui s'empara du gouvernement en Argentine justifia son irruption en prétendant terminer avec la mal-gouvernance, la corruption et la subversion. Parmi les premières mesures du nouveau gouvernement, on déclara la caducité du mandat des autorités constitutionnelles dans tous les domaines et les Forces armées prirent en charge le gouvernement à tous les niveaux. Tous les membres du Tribunal Suprême de Justice furent destitués, les activités politiques et syndicales furent éliminées, ainsi que le droit de grève et les libertés syndicales. Les principaux pôles industriels du pays furent mis sous contrôle et les militants syndicaux et ouvriers furent mis à la porte, tandis que de nombreux travailleurs étaient arrêtés car ils

2

figuraient sur des « listes noires ». Il y eut aussi la dissolution des organisations politiques, culturelles et des étudiants qualifiés de tendance marxiste et une Loi de substituabilité pour épurer le personnel de l'administration publique. La persécution s'est élargie au champ culturel ; ainsi, les chaînes de télévision et les radios furent contrôlées et censurées par les Forces armées moyennant des dispositions internes, et plusieurs revues, journaux et maisons d'édition durent fermer leur porte.

L'enseignement fut soumis à un contrôle asphyxiant car, pour le régime militaire, la subversion avait ses bases idéologiques dans les lycées et les universités. De ce fait, les disparitions, la prison ou l'exil affectèrent des centaines d'étudiants, professeurs et chercheurs (Rapoport, 2000). L'université connut une des étapes les plus sanglantes de son histoire et un processus que Kaufmann (2001) caractérisa de militarisation de l'éducation publique, menée à bien sous plusieurs modalités comme l'intervention directe des autorités militaires dans les affaires universitaires, le changement de la structure organisationnelle, la mise en place de liens étroits avec les secteurs intégristes du catholicisme, un sévère contrôle idéologique, le démantèlement de la pensée scientifique autonome et l'imposition d'une science pérenne, des persécutions et licenciements dans le corps enseignant et des expulsions dans le corps étudiant, l'impunité académique pour imposer des mécanismes, des procédures et des pratiques répressives dans les universités. Ce régime de discipline et de contrôle fut complété par des pratiques clandestines de disparitions, tortures et mise à mort des potentiels opposants intellectuels. D'autre part, le gouvernement militaire mit en place des mesures pour diminuer les dimensions du système universitaire, comme l'imposition d'un examen d'entrée, un système de quotas par filière et par université et l'imposition de taxes universitaires. Ces mesures provoquèrent une chute du nombre d'étudiants inscrits par rapport à ceux enregistrés une décennie auparavant, entraînant un renversement du processus d'expansion du début de la décennie de 1970 (UNESCO-PNUD, 1981).

Toutefois, pour le champ scientifique (et plus spécifiquement pour le CONICET), le gouvernement militaire signifia le commencement d'une période contradictoire. D'un côté, tout comme dans les universités, on imposa des mesures restrictives et disciplinaires. Parmi ces dernières nous pouvons mentionner l'expulsion du personnel pour causes idéologiques ou pour raisons injustifiées. Après avoir révisé de manière exhaustive toutes les décisions du CONICET entre 1976 et 1983, nous avons compté un total de 679 personnes qui furent expulsées (chercheurs, boursiers et personnel de soutien à la recherche)<sup>[2]</sup>. Simultanément, il y eut un remplacement de personnes qui laissa la direction du CONICET aux mains d'un groupe réduit de chercheurs qui occupèrent des postes de conseillers et de direction. Certains noms commencèrent à être répétés dans les différents niveaux de la hiérarchie institutionnelle où l'on a pu voir une même personne occuper jusqu'à 25 postes ! En outre, une nouvelle dynamique institutionnelle s'instaura, marquée par des détournements de fonds publics. Mais, en même temps, des mesures de modernisation furent instaurées qui se traduisirent par la croissance de

l'infrastructure et du personnel scientifique, par une forte expansion et décentralisation du système des instituts et par l'augmentation significative du budget du CONICET.

En effet, alors que la politique scientifique de la dictature militaire se caractérisa par la répression, les expulsions et les mesures disciplinaires, en même temps, dans le cas du CONICET, cela fut accompagné d'une forte croissance alors que pour les universités cela allait signifier une phase de repli important. Ainsi, une nouvelle structure scientifique, distincte de l'université, s'est mise en place avec les instituts dépendant du CONICET<sup>[3]</sup>.

Il s'avère intéressant de se demander comment s'élabora cette politique scientifique et universitaire, qui la mena à bien et comment elle fut mise en place. Les conceptualisations concernant la politique scientifique sont nombreuses et complexes ; nous avons choisi de suivre la perspective proposée par Hebe Vessuri (1983) qui conçoit la politique scientifique comme résultant d'une série de choix qui portent sur le type de recherche et qui sont déterminés par des idéologies et des valeurs spécifiques. Cette définition souligne le lien direct entre le pouvoir politique (ou la gestion des politiques) et le domaine scientifique, mais c'est aussi une conception de la politique scientifique où, comme le signalent Dagnino et Thomas (1999), les décisions sont prises « du haut vers le bas », les décisionnaires se situant sur le haut d'une pyramide hiérarchique et le personnel à la base devant exécuter les objectifs établis. Cependant, comme le soulignent ces mêmes auteurs, la réalité est plus complexe et se caractérise par un mélange de styles *bottom-up* et *top-bottom*, de sorte que certaines décisions politiques importantes sont prises par des niveaux inférieurs de la hiérarchie. En période de dictature, cette relative autonomie des niveaux inférieurs mérite d'être soulignée.

Ainsi, le nouveau paysage institutionnel issu de la période militaire en Argentine était lié à la conception de l'élite militaire concernant la manière de faire de la science, c'est-à-dire essentiellement liée aux décisions de politiques scientifiques prises « du haut vers le bas » ; cependant, nous retrouvons aussi des actions et des décisions prises « du bas vers le haut » par ce groupe de chercheurs qui accumulèrent les postes hiérarchiques pendant cette période et qui purent agir avec une autonomie suffisante pour insuffler leurs propres orientations et choix scientifiques et disciplinaires.

Dans cet article nous analyserons, en premier lieu, l'évolution budgétaire destinée à l'activité scientifique puis nous verrons comment le gouvernement militaire a misé fortement sur le CONICET au détriment des universités. Nous analyserons ensuite la politique de création d'instituts, ce qui nous permettra d'identifier quelques éléments « depuis le haut » et « depuis le bas » ; nous verrons ainsi comment se sont concrétisées la croissance et la décentralisation du système scientifique qui s'est fondé sur les instituts de recherche en produisant une nouvelle structure de rapports dont nous essayerons de comprendre la dynamique.

5

6

7

8

## LE BUDGET POUR LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Le budget pour la recherche scientifique était exécuté par le gouvernement national à travers la rubrique « Finalité Sciences et Techniques » du budget national. Cette Finalité se distribuait entre diverses institutions consacrées à la recherche scientifique et technologique, entre autres le CONICET et les Universités nationales. Pendant la période militaire, cette rubrique Finalité destinée à la recherche augmenta de manière progressive et soutenue : elle était de 802 millions de pesos argentins<sup>[4]</sup> en 1976 (207 millions d'euros) et atteignit son pic maximal en 1981 avec 1.577 millions (406 millions d'euros) puis, en 1983, à 1.385 millions de pesos (357 millions d'euros) (Ministère d'Économie et Production, 2007). Mais la distribution de cette hausse ne fut pas homogène entre les institutions qui faisaient partie de cette Finalité, quelques-unes voyant croître leur dotation alors que d'autres souffrirent une forte diminution budgétaire.

9

Par exemple, les Universités, l'Institut National de Technologie Agricole et de l'Élevage (INTA) et l'Institut National de Technologie Industrielle (INTI) commencèrent à voir leur participation baisser dans cette Finalité. L'INTA recevait 34 % en 1976 et 17 % en 1983, tandis que l'INTI passa de 0,5 % à 0,2 % pour la même période. Pour ce qui est des Universités – qui avaient déjà subi une légère diminution entre 1972 et 1974 (28 % et 23 %, respectivement) –, elles connurent une chute abrupte entre 1975 et 1976 pour passer de 26 % à 8 %. Tout au long de la période militaire, les universités continuèrent à voir leur part baisser dans le budget national de la recherche et, vers 1983, elles ne percevaient plus que 7 % des ressources de cette Finalité.

10

En revanche, le ministère de la Défense, la Commission Nationale d'Énergie Atomique (CNEA) et le CONICET virent augmenter leur participation dans la distribution de ces ressources. Le ministère de la Défense connut une augmentation de son budget de 14 % à 22 % entre 1976 et 1978, pourcentage qui s'est maintenu jusqu'à la fin de cette période. La CNEA entama la période en recevant 12 % et arriva en 1983 à 38 %. Pour ce qui est du CONICET, l'augmentation fut significative parce que cet organisme n'était pas lié directement à des objectifs militaires comme l'étaient les deux autres organismes et parce qu'étant une institution entièrement consacrée à la recherche, elle connut une évolution très différente : de 1975 à 1976, sa participation augmenta de 13 % à 25 % d'une année à l'autre. En 1981, elle recevait 31 % du budget de la Finalité, et 27 % vers la fin de la période, en 1983<sup>[5]</sup>.

11

Ces données montrent que, d'une part, le budget que le gouvernement militaire destina à la recherche scientifique ne se distribua pas de manière homogène et que, d'autre part, il y eut un transfert de ressources budgétaires des universités vers le CONICET (entre 1975 et 1976), que le gouvernement utilisa comme outil fondamental pour concentrer la recherche scientifique au sein du CONICET et limiter ses transferts vers les universités.

12

En effet, les universités connurent une baisse de leur budget non seulement pour ce qui concernait la Finalité Science et Technique mais aussi pour le total des ressources qu'elles recevaient. En 1975, le budget universitaire était de 319 millions de pesos<sup>[6]</sup> et en 1976 ce montant s'était réduit à 167 millions pour arriver en 1983 à 150 millions (Direction Nationale des Affaires Universitaires, 1986). À l'étouffement économique s'ajouta la mise en œuvre d'une politique de diminution des inscriptions qui chutèrent entre 1975 et 1982 à un rythme annuel de 4,5 %. En 1977, la baisse fut plus abrupte puisque les inscrits passèrent de 90.000 à 45.000. Ce processus ne fut pas uniforme puisqu'il affecta particulièrement les universités très peuplées situées dans la région métropolitaine. Le panorama universitaire connut aussi le durcissement des persécutions et des expulsions d'enseignants et d'étudiants, la fermeture de filières d'enseignement complètes et d'instituts de recherche, la modification des plans d'étude, surtout dans les filières des sciences sociales, l'approbation de deux lois (en 1976 et 1980) qui permettaient l'intromission de l'État dans les affaires universitaires et interdisaient l'activité politique, en portant atteinte directement à l'autonomie universitaire. Cette politique concernant l'enseignement supérieur sous la dictature, caractérisée de « limitationniste » (Pérez Lindo, 1985) ou de « malthusienne » (Weinberg, 1987), renversa entièrement la tendance à la croissance des universités en Argentine, alors que le contexte régional était marqué par une croissante expansion et une modernisation des universités depuis 1950 (UNESCO- PNUD, 1981).

Le cas du CONICET fut diamétralement opposé à celui des universités. Sa participation dans la Finalité Sciences et Techniques augmenta, comme nous l'avons dit, et connut une multiplication par sept de son budget global entre 1970 et 1981 (CONICET, 1982). La croissance ne fut pas seulement économique mais aussi en personnel et instituts de recherche. Les chercheurs étaient au nombre de 747 en 1976 et furent 1.389 en 1983 ; le personnel technique de soutien à la recherche augmenta de 569 à 1.887, tandis que pendant la même période les boursiers internes passèrent de 233 à 1.414 (CONICET, 1983a).

La création d'instituts de recherche n'a été un instrument important de promotion de la recherche pour le CONICET qu'à partir de 1976. Le nombre d'instituts du CONICET passa de 8 instituts en 1970 à 55 en 1976, puis 127 en 1983. En 1979, lors du discours d'inauguration de la Première rencontre de directeurs d'instituts du CONICET, on soutenait le besoin de créer des instituts dépendants du CONICET au vu du « vide » existant dans les universités, dont le potentiel scientifique était décrit comme faible et dispersé (CONICET, 1979, p. 21)<sup>[7]</sup>. Cette année-là, le gouvernement militaire obtint un prêt considérable de la Banque interaméricaine de développement (BID)<sup>[8]</sup> qui permit au CONICET de renforcer le Programme de création de centres régionaux de recherche que celui-ci avait fondé en 1976<sup>[9]</sup>. Ainsi, 4 Centres régionaux furent établis dans des provinces de l'intérieur du pays alors que les instituts localisés dans la région métropolitaine furent expressément exclus du programme. En outre, le CONICET mit en place d'autres mesures de

décentralisation comme le supplément de salaire pour les chercheurs disposés à s'installer en province (CONICET, 1978). En conséquence, l'importance des instituts situés hors de la capitale s'accroît : en 1970, ils représentaient 15 % du total, 23 % en 1976 et 30 % en 1981 (CONICET, 1983b). La proportion de chercheurs résidant en province passa de 17 % à 28 % entre 1971 et 1981 (CONICET, 1980).

L'expansion des instituts ne fut pas homogène en ce qui concerne les disciplines développées. Les sciences médicales maintinrent leur position historiquement dominante même si elles furent dépassées, en quelque sorte, par les sciences naturelles et exactes encouragées pendant la période que nous étudions. Les sciences technologiques laissées de côté auparavant, reçurent aussi une forte impulsion dans les instituts de province et les sciences sociales et humaines maintinrent leur position marginale. La proportion des diverses disciplines sur le nombre total d'instituts de recherche en 1983 illustre cette tendance : 46,5 % des instituts abritaient les sciences exactes et naturelles, 24,4 % les sciences médicales, 15,7 % les sciences de l'ingénieur et technologiques et, finalement, 13,4 % pour les sciences sociales et humaines (CONICET, 1983a).

Il faudrait se demander pourquoi le gouvernement militaire a renforcé la structure institutionnelle du CONICET en concentrant sur cet organisme les activités de recherche en les isolant du système universitaire ? Une réponse possible à cette interrogation pourrait être trouvée si l'on considère que les gouvernements autoritaires en Amérique latine ont démontré une tendance à assigner des ressources pour la recherche scientifique et technologique dans des institutions extra-universitaires qui avaient un degré d'autonomie inférieur à celui des universités vis-à-vis du gouvernement (Oteiza, 1992). Dans le contexte des années 1970 où les universités étaient des espaces fortement politisés qui luttaient pour l'autonomie institutionnelle et académique, il n'est pas difficile d'imaginer que le gouvernement militaire ait voulu « vider » ces institutions en les isolant du système scientifique national, surtout les plus grandes universités situées dans la région métropolitaine du pays. C'est pour cette raison que les instituts créés pendant la dictature dans cette région furent fondés sous la dépendance exclusive du CONICET ou à travers des conventions avec une fondation privée ou un organisme de gouvernement, mais dans tous les cas de figure ils étaient séparés des universités nationales. Contrairement à ce qui arrive actuellement dans les pays non hégémoniques comme l'Argentine où les fonds publics destinés à la recherche se caractérisent par un déplacement institutionnel en faveur des universités nationales et au détriment de la recherche menée par missions par des organismes publics de recherche (Losego & Arvanitis, 2008).

De sorte que la période de la dictature pourrait être pensée comme un point d'inflexion dans l'histoire de la recherche scientifique pour deux raisons au moins. La première, c'est qu'un profond éloignement s'engagea entre le CONICET et les universités, réalité qui persiste encore de nos jours. La deuxième, c'est que pour les

16

17

18

universités, cette situation fut la traduction d'une grande perte humaine et institutionnelle qui fut très difficile à surmonter, tandis que pour le CONICET, malgré les ruptures traduites par l'expulsion de personnel et par le remplacement du personnel de recherche, l'instauration d'une dynamique institutionnelle autoritaire amorça une étape de forte croissance institutionnelle qui augmenta considérablement son infrastructure. Cette politique du CONICET fut dirigée non seulement par la direction militaire mais aussi par un groupe de chercheurs qui renforcèrent leur pouvoir institutionnel après le coup d'État, ce qui se reflète dans une certaine continuité dans la gestion du CONICET. Comme l'ont affirmé Mouton et Waast (2009), en périodes de dictature, dans certains pays d'Amérique latine comme l'Argentine, le Brésil ou le Venezuela, la destinée de la science fut déterminée par l'existence d'un « pacte » entre certains secteurs de la société.

En définitive, la politique de création d'instituts et la décentralisation du système scientifique furent à l'origine d'une nouvelle structure des instituts au sein du CONICET et reconfigurèrent le lien entre le CONICET et les Universités nationales. Nous essaierons de comprendre comment a fonctionné cette structure, quelles ont été les disciplines qui orientèrent ce processus de croissance et d'expansion et comment furent configurés les nouveaux espaces créés pendant la dictature.

19

## **L'ESPACE DES INSTITUTS DU CONICET : UNE NOUVELLE STRUCTURE SCIENTIFIQUE**

Pour analyser l'espace des instituts du CONICET, nous avons eu recours à l'Analyse Factorielle des Correspondances Multiples (AFCM). Cet outil méthodologique nous a permis de visualiser les positions et oppositions des instituts, établies en fonction des ressources scientifiques et sociales détenues par les directeurs et les instituts. Nous avons considéré ces ressources capitales selon la perspective de Pierre Bourdieu pour saisir le champ scientifique comme un espace structuré de positions où se développent des luttes entre les individus qui occupent ces positions, et dont l'objectif est de s'appropriier des ressources spécifiques qui définissent ce champ et qui sont inégalement distribuées. Le capital n'est pas une ressource quelconque mais celle qui est appréciée et qui produit de l'intérêt par son accumulation. Dans notre cas, le capital spécifique du champ scientifique consiste à rechercher l'autorité scientifique « comprise dans le sens de la capacité de parler et agir légitimement (c'est-à-dire de manière autorisée et avec de l'autorité) en matière de science, qui est socialement reconnue à un agent déterminé » (Bourdieu, 2003, p. 76). Dans le cadre de cette matrice théorique, nous considérons les individus qui font partie du champ scientifique (directeurs désignés par le gouvernement militaire, chercheurs, directeurs d'instituts, etc.) comme des agents parce que cette notion fait référence à une action inconsciente mais qui peut anticiper les bénéfices attendus en fonction de la place occupée dans la structure du champ. Cette perspective s'éloigne d'une

20

représentation de l'action centrée sur la structure sociale et aussi d'une notion de sujet transcendantal ou du rationalisme individualiste, pour considérer l'agent situé dans un contexte concret structuré et structurant.

Notre recherche sur la recherche, dont les résultats partiels sont présentés ici, nous a permis de détecter que, dans le champ scientifique argentin pendant la dictature, les positions occupées par les instituts et leurs directeurs ont été déterminées par la coexistence d'au moins deux principes de hiérarchisation qui obéissaient à des logiques d'accumulation divergentes mais qui fonctionnèrent de manière simultanée. Le premier principe qui se fonde sur une logique proprement scientifique établie dans le pays auparavant est lié à l'acquisition de prestige institutionnellement reconnu ; le second, que l'on ne peut pas automatiquement opposer à une structuration scientifique préexistante, s'est nourri d'interventions exogènes. Ce deuxième principe d'organisation du champ scientifique s'est cristallisé dans le capital politique<sup>[10]</sup> obtenu grâce aux concessions de pouvoir institutionnel auprès de nouveaux directeurs d'instituts, ou conseillers, membres du directoire de CONICET ainsi que dans la modification des règles de fonctionnement du CONICET établies jusqu'alors. La nouvelle dynamique envisagée dans le processus de décentralisation et dans la création d'instituts de recherche eut un poids considérable pour le CONICET dans la lutte pour le pouvoir scientifique et dans la distribution des positions des agents dans le champ.

21

La matrice que nous avons utilisée pour l'AFCM était composée de 112 Instituts et comprenait 17 variables que nous avons divisées en 3 groupes et qui nous ont aidés à expliquer la structure du champ scientifique-universitaire pendant la dictature. La construction de ces groupes de variables a été élaborée sur la base de décisions théoriques et méthodologiques. Nous avons tenté de mettre en rapport la plus grande quantité d'information disponible en respectant les règles que l'AFCM impose pour que les opérations statistiques soient valables (quantité suffisante d'individus – ici les instituts – et de variables, symétrie dans les quantités de modalités, équivalence dans la fréquence de chaque modalité, etc.). L'avantage offert par cet outil est la possibilité de mettre en rapport mutuellement toutes les modalités des variables ; le résultat obtenu nous a donné une vision plus complète du fonctionnement structurel du champ scientifique pendant la période que nous analysons.

22

Le premier groupe de variables<sup>[11]</sup>, que nous avons dénommé *Structure institutionnelle*, inclut des variables qui rendent compte des caractéristiques structurelles des instituts de recherche. La *date de création*, la *dépendance administrative* construite pour différencier les instituts qui dépendaient exclusivement du CONICET des autres organismes, l'*emplacement géographique*, la *quantité de subventions* reçues entre 1976 et 1983 reçues entre 1976 et 1983, construite à partir de la somme de toutes les subventions reçues par chaque institut pendant cette période, l'*appartenance au programme BID-CONICET* qui nous a permis de différencier les instituts qui firent

23

partie du processus de décentralisation et furent destinataires de financement et équipement vis-à-vis de ceux qui étaient exclus du programme. Finalement, nous avons inclus la variable *orientation disciplinaire* qui divise les instituts en cinq catégories selon les critères de cette époque<sup>[12]</sup>.

Variable	Nom des modalités	Signification
<i>Date de création</i>	Hta 1975	jusqu'en 1975
	1976-1979	du début du gouvernement militaire jusqu'à l'année de réception du prêt BID
	1980-1983	jusqu'à la fin de la période de la dictature
<i>Dépendance administrative</i>	Conicet	instituts qui dépendaient exclusivement du CONICET
	C-O.Pco	instituts dépendants du CONICET par convention avec un organisme public
	C-O.Priv.	instituts dépendants du CONICET par convention avec un organisme privé
	C-U.Int.	université nationale de province
	C-U.Metr	université d la région métropolitaine
<i>Emplacement géographique</i>	R.Metrop.	instituts situés dans la région métropolitaine
	R.Pamp.	instituts situés dans la région Pampeana
	Resto del país	instituts situés à l'intérieur du pays, plus éloignés du centre politique
<i>Quantité de subventions</i>	Hta 15s	jusqu'à 15 subventions
<i>Appartenance au programme BID-CONICET</i>	SiPBID	instituts qui firent partie du processus de décentralisation et furent destinataires de financement et équipements
	NoPBID	instituts exclus du programme et qui se maintinrent en dehors de cette politique
<i>Orientation disciplinaire</i>	Cs.Med.	sciences médicales (biochimie, physiologie, pharmacologie, neurologie, morphologie, endocrinologie et immunologie)
	Cs. Exa.	sciences exactes (physique, astronomie et mathématiques)
	Cs.Nat.	sciences naturelles (chimie, biologie animale et végétale, spécialités atmosphériques, lithosphériques et hydrosphériques, ressources naturelles liée à l'eau)
	Cs.Soc.yH.	sciences sociales et humaines (histoire, anthropologie, philologie, philosophie, psychologie, sciences sociales, sciences de l'éducation)
	Ing/Tec	génie et technologie

Le deuxième groupe de variables, dénommé *Capital de pouvoir institutionnel du directeur*, est formé de variables sur la trajectoire de directeur d'institut au CONICET, à l'université et dans d'autres institutions scientifiques. Pendant la période de la dictature, il y eut au CONICET un processus de concentration de postes de dirigeants et de conseillers parmi un nombre réduit de chercheurs, à la fois en nombre de postes mais aussi en termes hiérarchiques. En premier lieu, nous incluons dans ce groupe deux variables qui rendent compte de l'appartenance générationnelle : ancienneté comme membre de la carrière de chercheur<sup>[13]</sup> en 1983 et l'âge du directeur. Avec la variable Accumulation de postes dirigeants/conseillers au CONICET, nous recherchons à représenter la quantité de postes qui s'ajoutent à celui de directeur d'un institut, soit dans des commissions consultatives, directoire, commissions de qualifications, etc. Nous l'avons calculé par addition de tous les postes détenus entre 1976 et 1981 par chaque directeur. Notre souci n'était pas seulement la quantité mais aussi la hiérarchie des postes, raison pour laquelle nous avons inclus une autre variable qui différencie ceux qui ont accumulé des postes hiérarchiques supérieurs, comme directeur désigné par le gouvernement militaire et ses conseillers ou membres/présidents du Directoire et de diverses Commission consultatives. Un autre aspect enrichissant de l'analyse est la possession de postes hiérarchiques/dirigeants dans une Université nationale. Étant donné que la totalité des directeurs étaient enseignants dans une université nationale, nous avons différencié ceux qui avaient en plus, un poste de recteur, doyen, vice-doyen ou vice-recteur, directeur d'un département, secrétaire académique, etc., ou simples enseignants. Finalement, nous avons inclus la variable de postes occupés dans d'autres institutions scientifiques publiques (en dehors du CONICET et des Universités).

---

Variable	Nom de la modalité	Signification
Ancienneté comme membre de la carrière de chercheur en 1983	Hta. 7ant.	jusqu'à 7ans
	8-18ant	entre 8 et 18 ans
	19o+ant. s/antec	19 ou plus années d'ancienneté modalité résiduelle pour ceux qui ne furent pas membre de la carrière CONICET
Âge du directeur	Hta50a	moins de 50 ans
	51-60a	entre 51 et 60 ans
	61-+a	61 ou plus d'années
	S/info	Sans information
Accumulation de postes dirigeants/ conseillers au CONICET entre 1976 et 1981	S/Carg.C	directeurs qui ne possédaient qu'un seul poste de direction d'institut
	1-5Carg.C	directeurs qui occupaient entre 1 et 5 postes
	6-10Carg.C.	directeurs qui occupaient entre 6 et 10 postes
Postes hiérarchiques supérieurs	11-25Carg.C.	directeurs qui occupaient entre 11 et 25 postes
	Int/Dir.	postes de hiérarchie supérieure
	C .As.	membres des diverses Commissions consultatives
Occupation de postes hiérarchiques/ dirigeants dans une Université nationale	S/cargos Jer.	sans postes hiérarchiques et seulement directeurs d'instituts
	CJer/DirUN	poste de recteur, doyen, vice-doyen ou vice-recteur, directeur d'un département, secrétaire académique, etc.
Postes occupés dans d'autres institutions scientifiques publiques (en dehors du CONICET et des Universités)	SCJer/DirUN	sans postes supplémentaires autres que d'enseignant
	Si	directeurs qui avaient un poste hiérarchique quelconque (directeur, représentant, fondateur, etc.) dans des institutions scientifiques du gouvernement
	No	de ceux qui n'avaient pas de postes dans ce type d'institutions

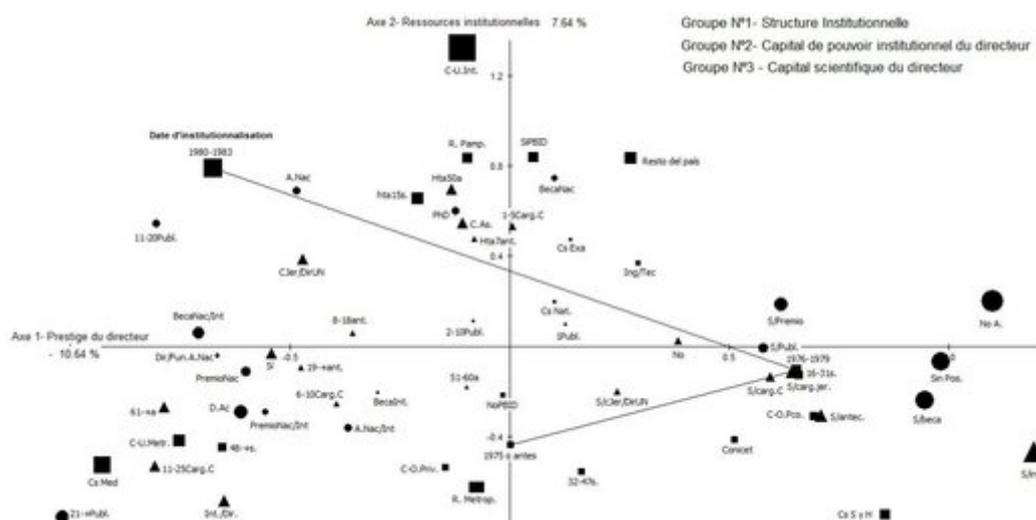
Le dernier groupe de variables, dénommé *Capital scientifique du directeur*, inclut des variables qui rendent compte du capital académique du directeur et du niveau d'internationalisation. Nous avons tenté de différencier les directeurs dont le passage par les circuits académiques internationaux leur a permis d'obtenir du prestige national et international, de ceux qui obtinrent seulement une

reconnaissance locale ou encore de ceux qui se situèrent à la marge de la consécration nationale et internationale. Les variables de ce groupe sont le lieu d'obtention du titre de post-graduation (master ou doctorat), le lieu d'obtention d'une bourse ou séjours de recherche à l'étranger, la quantité de publications enregistrées dans les bases de données bibliographiques entre 1976-1983 (SCOPUS, SCIENCE DIRECT), l'obtention de prix et distinctions scientifiques et l'appartenance à des académies ou associations scientifiques nationale et internationale.

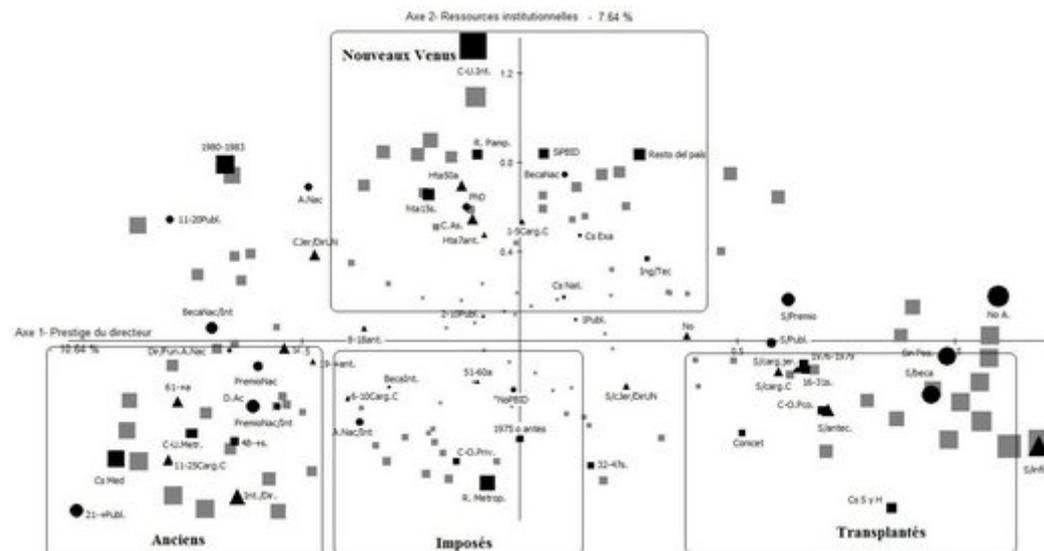
Variable	Nom de la modalité	Signification
Lieu d'obtention du titre de post-graduation	Sin.Pos	directeurs n'ayant pas de post-graduation
	PhD	directeurs ayant un diplôme de post-graduation dans une université étrangère
	D.Ac	directeurs ayant un diplôme de post-graduation dans une université argentine
Bourse ou séjours de recherche à l'étranger	S/beca	directeurs qui n'avaient pas eu de bourse
	BecaNac	directeurs qui avaient eu une bourse financée par une institution nationale
	Beclnt	directeurs qui avaient eu une bourse financée par une institution internationale
	BecaNac/Int	directeurs qui avaient eu des bourses d'institutions nationales et internationales
Quantité de publications (1976-1983)	S/Public	directeurs qui n'enregistrèrent sur ces bases aucune publication
	1Pubic	une publication
	2-10Public	entre 2 et 10 publications
	11-20Public	entre 11 et 20 publications
	21-+Public	21 publications ou plus
Obtention de prix et distinctions scientifiques	S/Premio	directeurs qui n'avaient reçu, jusqu'en 1983, aucun prix ou distinction de reconnaissance scientifique
	PremioNac	reconnaissance par une institution nationale
	PremioNac/Int	reconnaissance par une institution nationale et internationale
Appartenance à des Académies/Associations scientifiques	NoA	membres d'aucune Académie ou Association
	A.Nac	membre d'une Académie ou Association nationale
	A.Nac./Int	membre d'une Académie ou Association nationale et internationale
	Dir./Fun.A.Nac	directeurs ou fondateurs d'académies nationales

À l'aide de l'AFCM nous avons pu mettre en rapport l'information contenue dans l'ensemble de ces variables en les projetant sur un plan factoriel où l'on peut visualiser les oppositions et ressemblances existantes entre les différents espaces. Ce plan est défini par les deux premiers facteurs qui résument les combinaisons possibles des diverses variables. Dans notre cas, le premier facteur est déterminé par les variables de prestige du directeur d'institut liées au capital de pouvoir institutionnel et scientifique, tandis que le deuxième facteur est déterminé par les variables structurelles en rapport avec les ressources de l'institut.

Le diagramme 1 montre la distribution des modalités des variables dans l'espace des axes 1 et 2 et nous permet de voir l'opposition que l'axe 1 établit entre les instituts avec des directeurs ayant le plus de prestige scientifique et les plus internationalisés, situés vers la gauche, avec des post-graduations à l'étranger, avec des bourses et prix internationaux, membres d'académies nationales et internationales et avec des niveaux de publications élevés. Alors que les instituts situés vers la droite ont des caractéristiques opposées. Par ailleurs, cet axe rapproche les instituts avec des directeurs ayant accumulé le plus de postes et de positions hiérarchiques au CONICET et les éloigne de ceux qui détenaient un volume moindre de ce capital. L'axe 2 marque une opposition entre les instituts qui se différencient par leur appartenance administrative, discipline et date de création. Ainsi, les instituts situés sur le quadrant inférieur gauche dépendaient du CONICET en convention avec une université métropolitaine ou avec une fondation privée de renommée, créée avant le coup d'État, et se consacraient principalement aux sciences médicales. Les instituts situés sur le quadrant inférieur droit dépendaient du CONICET exclusivement ou en convention avec des fondations privées (récemment créées pour administrer des fonds d'instituts du CONICET) et se consacraient principalement aux sciences sociales et humaines. Ces instituts se différencient de ceux situés dans les quadrants supérieurs qui dépendaient du CONICET en convention avec une université de province, qui avaient été créés entre 1980 et 1983, qui faisaient partie du Programme BID-CONICET et qui se consacraient aux sciences exactes, naturelles ou génie et technologie.



Dans le diagramme<sup>2</sup>, nous avons projeté les instituts (individus) sur le même plan et nous avons obtenu une photographie de la structure du champ, dans laquelle la proximité de certains instituts dans l'espace doit s'interpréter comme une ressemblance de famille, une physionomie commune. De plus, ce graphique nous a permis de faire une analyse en deux plans : celui des positions et celui des prises de position. Ainsi, l'espace situé sur le quadrant inférieur gauche montre des propriétés d'instituts *reconnus* avec des directeurs ayant un capital scientifique ou académique élevé, accompagnés d'un capital de pouvoir institutionnel et qui possédaient le poste de directeur avant l'intervention militaire.



La plupart d'entre eux avaient plus de 60 ans et 19 ans ou plus

d'ancienneté comme membres de la carrière de chercheur scientifique (cf. note 13) ; ils avaient réalisé un troisième cycle dans une université métropolitaine du pays et des séjours de recherche dans des universités de l'extérieur comme résultat de l'obtention de bourses octroyées par des organismes internationaux (Guggenheim, Rockefeller, d'universités étrangères, etc.). Cet itinéraire passant par les circuits internationaux considérés comme prestigieux se reflétait dans l'obtention de prix scientifiques, ou dans l'appartenance à des associations scientifiques nationales ou internationales et dans un fort niveau de publications dans des revues spécialisées. Ces directeurs gagnèrent des positions de pouvoir au CONICET ; en fait, c'est le groupe où il y eut non seulement accumulation de postes dirigeants entre 1976 et 1983 (jusqu'à 25 postes détenus par une même personne) mais aussi de postes de hiérarchie élevée. Ils possédaient aussi des postes dirigeants ou hiérarchiques dans des universités nationales ou d'autres institutions scientifiques publiques. C'est-à-dire qu'ils représentaient un groupe dans lequel il y avait correspondance entre le capital scientifique et le capital de pouvoir institutionnel. Les instituts sous leur direction appartenaient au CONICET en convention avec une université métropolitaine ou une fondation privée renommée. Ils ont été créés dans la période antérieure au coup d'État et la plupart d'entre eux appartenaient aux sciences médicales. Nous pourrions penser, alors, que dans la définition de ces positions a prévalu une hiérarchisation endogène, préexistante dans le champ avant l'avènement du gouvernement militaire. En conséquence, nous l'avons dénommé « espace des *Anciens* instituts et directeurs » pour le différencier des autres espaces.

Sur le quadrant inférieur gauche mais plus près du centre du diagramme, nous retrouvons des instituts dirigés par des agents qui avaient moins de prestige scientifique que ceux du groupe antérieur et qui, cependant, détenaient le même pouvoir institutionnel (ou même plus). C'est la raison pour laquelle ils sont proches des *Anciens* dans l'espace. Dans ce cas, il s'agissait d'instituts consacrés principalement aux sciences naturelles créés après la montée du gouvernement militaire et dont les directeurs avaient été désignés par intervention militaire. Nous avons dénommé ce groupe « *Imposés* » car ils répondaient à un principe de hiérarchisation exogène, externe au champ scientifique.

30

Ces deux espaces (*Anciens et Imposés*) concentrèrent le pouvoir institutionnel du CONICET pendant la dictature. Leurs membres sont les personnes qui accumulèrent des postes dirigeants même s'il y avait entre eux une différence fondamentale qui exprimait la présence de deux forces agissant dans le champ scientifique pendant la période : la première, liée au développement antérieur du champ, basée sur une logique scientifique et la seconde issue de l'intervention du pouvoir militaire.

31

L'espace situé dans la partie supérieure du graphique exprime un espace résultant de la politique d'expansion vers l'intérieur du pays et de la liaison avec des universités éloignées de la région métropolitaine. Les directeurs de ces instituts étaient jeunes, de moindre ancienneté comme membres de la carrière de chercheur et dotés d'un faible pouvoir institutionnel dans le CONICET, même s'ils détenaient des postes dans d'autres institutions scientifiques publiques. Ils avaient obtenu leur doctorat à l'étranger et des bourses de recherche dans un pays étranger ; de plus, la plupart d'entre eux avaient obtenu des prix scientifiques nationaux et appartenaient à une académie ou association scientifique du pays. Ils représentaient un groupe de haut niveau de publications dans des revues scientifiques spécialisées. Les instituts qu'ils dirigeaient ont été créés vers la dernière étape du gouvernement militaire et après la réception du prêt BID, entre 1980 et 1983 ; ainsi, la plupart d'entre eux appartenaient à un Centre Régional et étaient inclus dans le programme BID. Ceci signifiait une forte injection de ressources destinées à la construction et à l'équipement des instituts, ainsi qu'à l'incorporation de chercheurs et de boursiers. Ils dépendaient du CONICET en convention avec une université de province et se consacraient aux sciences exactes, naturelles ou génie/technologie. Ce processus de création de nouveaux instituts, liés à la décentralisation du système scientifique, dynamisa ces disciplines qui auparavant avaient été laissées de côté dans la distribution des ressources. Nous avons dénommé ce groupe l'espace des « *Nouveaux Venus* » dans le champ parce que, comme nous l'avons dit, il s'agissait d'instituts récemment créés, dirigés par des chercheurs dont la renommée était en processus de consolidation et qui se consacraient à des disciplines historiquement oubliées par le CONICET.

32

Enfin, nous identifions l'espace inférieur droit qui représente le résultat plus direct de l'épuration produite pendant la dictature. Ces instituts furent créés pendant la première étape du gouvernement militaire (1976 et 1979). Ils étaient détachés des universités nationales puisqu'ils dépendaient exclusivement du CONICET ou en convention avec des fondations privées récemment créées ou avec des organismes gouvernementaux et se consacraient principalement aux sciences sociales et humaines. Leurs directeurs détenaient moins de prestige scientifique en rapport à l'ensemble et ne possédaient pas de capital de pouvoir institutionnel, pourtant ils étaient désignés directeurs par le gouvernement militaire. Nous n'observons pas l'obtention de bourses pour études ou séjours à l'étranger, pas de prix ou de distinctions, ni d'appartenance à des académies ou associations et nous n'avons pas trouvé de publications dans les bases que nous avons consultées. Parmi eux, nous retrouvons quelques personnes de rang militaire, un ministre de l'Éducation du début du gouvernement militaire, d'autres personnes jugées après la dictature pour détournement de fonds publics, d'autres encore avec une importante trajectoire dans des institutions catholiques mais avec de faibles antécédents scientifiques ou académiques. En définitive, nous pourrions dire que les instituts et directeurs dans cet espace furent *Transplantés* et représentaient le produit de cette logique de fonctionnement exogène imposée au champ scientifique.

## RÉFLEXIONS FINALES

---

La politique militaire pour la recherche scientifique développée entre 1976 et 1983 a mis en marche deux processus qui agissent de manière superposée dans le champ scientifique. D'une part, le gouvernement installa des dispositifs de disciplinement et d'« épuration » aussi bien dans les universités qu'au CONICET dans le but de réduire, fermer ou contrôler ces espaces. Mais, d'autre part, la réorganisation des ressources provoqua la contraction des Universités et ouvrit des espaces extra-universitaires et situa le CONICET comme centre prioritaire pour le développement de la recherche scientifique.

Le principal outil utilisé par le gouvernement pour concrétiser les deux processus fut le transfert de ressources budgétaires de la section budgétaire « Finalité Sciences et Techniques » du budget national depuis les universités vers le CONICET entre 1975 et 1976. De sorte qu'il y eut une augmentation des versements pour le CONICET et une perte simultanée de participation des universités dans cette Finalité.

Dans le cas du CONICET, ce transfert se traduit par une forte injection budgétaire qui favorisa sa croissance structurelle et son expansion vers l'intérieur du pays. Même s'il est vrai que le CONICET ne fut pas épargné par l'autoritarisme, comme nous l'avons souligné, les « chasses aux sorcières » furent souvent limitées à certains domaines disciplinaires. Par exemple, dans les sciences sociales, on assiste à un remplacement de la presque totalité des chercheurs pendant cette période. Dans

l'ensemble, il bénéficia d'un processus de croissance et de décentralisation institutionnelle qui finit en une restructuration complète du système scientifique argentin.

Pour ce qui est des universités, elles souffrirent d'une profonde contraction de leur activité de recherche et académique accompagnée par l'étouffement financier, l'installation de mesures tendant vers la diminution de l'effectif universitaire et la réduction de la taille du système universitaire ainsi que l'attaque au corps enseignant et étudiant. Ceci entrava le processus de modernisation et d'expansion universitaire qui avait pris place depuis un certain temps et inaugura une des étapes les plus régressives de l'histoire des universités nationales.

37

En définitive, nous avons constaté que le raffermissement du CONICET pendant la dictature eut lieu au détriment des universités et que les deux événements firent partie d'un même processus historique, difficile à différencier, et dont le résultat fut un profond éloignement entre les deux institutions ainsi que la concentration de l'activité de recherche au CONICET.

38

Nous pouvons trouver les raisons de cette asymétrie dans la nécessité que ressentit le gouvernement militaire de renforcer une institution extra-universitaire, donc moins autonome et moins politisée que les universités. Ceci explique non seulement la croissance et la décentralisation du CONICET mais aussi le démantèlement académique et politique des universités les plus grandes et les plus peuplées, situées dans la région métropolitaine du pays.

39

Cette politique scientifique et universitaire, caractérisée par une inouïe combinaison de mesures restrictives et de modernisation, fut accomplie par le gouvernement militaire à travers des décisions directes et unidirectionnelles qui provoquèrent ces changements structuraux dans le système scientifique et dont nous retrouvons trace dans de nombreux documents officiels. Mais, dans le même temps, il y eut des situations où le gouvernement offrit une certaine autonomie dans le fonctionnement du CONICET en favorisant le renforcement d'un groupe de chercheurs qui accumulèrent du pouvoir institutionnel et exécutèrent cette politique scientifique en y participant activement et en orientant leurs décisions de manière hétérogène selon le capital scientifique dont ils disposaient.

40

De sorte que la politique imposée « par le haut » fut en étroite corrélation avec celle du CONICET au sein duquel des groupes traditionnels (appartenant principalement aux sciences médicales) et d'autres nouveaux venus, entrés à la suite de l'intervention militaire (et appartenant surtout aux sciences naturelles), orientèrent la politique en prenant des décisions « par le bas » et en leur donnant certaines caractéristiques qui favorisèrent le maintien de leurs propres positions de pouvoir institutionnel.

41

De ce fait, nous avons inévitablement remis en cause la notion d'autonomie, notamment du fait de l'évidente intromission du pouvoir étatique dans le champ scientifique. L'action de forces exogènes qui se développèrent à la suite de l'intervention directe du pouvoir militaire impliqua pour le CONICET la sortie et l'entrée de certains joueurs (chercheurs et boursiers) pour des causes étrangères à leurs trajectoires scientifiques. Mais, malgré la perte totale de l'autonomie, des forces relativement indépendantes agirent au sein du CONICET pour maintenir en vigueur une logique propre à un état antérieur du champ. Ainsi, nous identifions l'existence de forces endogènes qui réussirent à préserver le pouvoir scientifique et le pouvoir institutionnel, avec la suffisante autonomie pour consolider certains secteurs et groupes disciplinaires de prestige ancien, en permettant une solution de continuité. Pour ces positions dans le champ, il fut possible de soutenir les capitaux plus spécifiquement scientifiques et de pouvoir institutionnel comme base de leurs enjeux et luttes. Ce fut le cas des sciences médicales et des instituts positionnés dans l'espace que nous avons dénommé les *Anciens*. Simultanément, des agents agirent qui étaient dotés de ces capitaux de manière exogène, appuyés par l'intervention militaire, mais qui eurent aussi une certaine autonomie ou un certain degré de liberté qui leur permit de consolider de nouveaux domaines disciplinaires (comme c'est le cas des sciences naturelles), que nous avons retrouvés dans l'espace des *Imposés*.

42

L'accumulation de postes des directeurs de ces instituts, que nous avons inclus dans l'analyse de correspondances multiples, nous a permis de démontrer que ces agents dotés de pouvoir institutionnel agirent énergiquement au sein du CONICET en prenant des décisions sur la décentralisation, la création de nouveaux instituts, le raffermissement de certains domaines, la distribution budgétaire, etc.

43

Dans d'autres espaces du champ, nous avons repéré la présence de nouveaux groupes munis de prestige scientifique internationalisé, comme c'est le cas des disciplines exactes, naturelles et technologiques que nous avons dénommé espace des *Nouveaux Venus*. Ces instituts reçurent une forte impulsion pendant la période parce qu'ils furent le fer de lance du processus de décentralisation et de croissance de l'intérieur du pays.

44

Dans d'autres cas, nous retrouvons des instituts qui fonctionnèrent comme des coquilles vides, créés comme résultat d'intérêts personnels et dont la croissance institutionnelle ne correspondait pas au capital académique de ceux qui les dirigeaient, qui furent imposés de manière exogène. Ce fut le cas de certains instituts de sciences sociales et humaines que nous avons retrouvés dans l'espace des *Transplantés*. Ces instituts n'eurent pas d'effet durable dans la structure du champ après la finalisation du gouvernement militaire.

45

De sorte que le champ scientifique pendant la dictature fut traversé par deux logiques de fonctionnement articulées et coexistantes. Deux principes de hiérarchisation (endogène et exogène) dont la coexistence démontre qu'il y eut des

46

ruptures mais aussi des continuités. Cette politique scientifique, et sa structure résultante, ne fut pas déterminée seulement par des décisions élaborées dans les sphères des commandements militaires mais elle se sustenta d'actions de groupes scientifiques qui avaient accumulé un grand capital scientifique et institutionnel ou qui bénéficièrent de ces capitaux de manière exogène mais qui, dans les deux cas, disposèrent d'un certain degré de liberté pour consolider des domaines disciplinaires de prestige ancien, pour positionner de nouveaux groupes de prestige récent ou pour substituer des groupes disciplinaire par de nouveaux agents sans capital scientifique.

En définitive, nous pouvons dire que le gouvernement militaire disposa d'une politique pour la recherche scientifique qui faisait du CONICET son principal acteur et disposa d'une politique de création d'instituts et de décentralisation avec ses principaux outils. Cette période de la dictature marque un point d'inflexion du champ scientifique argentin, une étape cruciale et décisive durant laquelle se développèrent des processus qui provoquèrent une complète restructuration du champ scientifico-universitaire, donnant lieu à une nouvelle structure de relations.

*Remerciements à Dominique Vinck qui m'a invitée à publier cet article qui me permet de présenter les résultats de ma thèse doctorale et à Rigas Arvanitis pour le suivi et la correction de la version finale.*

## NOTES

- [1] Les dictatures du Chili (1973-1990), du Brésil (1964-1985), du Paraguay (1954-1989), de Bolivie (1971-1978), du Pérou (1968-1975), entre autres.
- [2] Ce nombre de licenciements représente 14,5 % par rapport au total du personnel appartenant au CONICET, qui en 1983 était de 4.690 personnes.
- [3] Notre travail concentre l'analyse de ces deux institutions (Universités et CONICET) pendant la période que nous étudions. Nous ne méconnaissons pas qu'il existait une expansion naissante des centres académiques privés, surtout significative pour les sciences sociales. Mais en Argentine, ainsi que dans le reste de l'Amérique latine, la recherche scientifique était soutenue (encore maintenant) par des ressources de l'État ; ainsi, le domaine scientifique est essentiellement dans la sphère publique.
- [4] Valeur courante 2006 (taux de conversion moyen en euros de 0,2578).
- [5] Ces données sont extraites de Gertel (1987) et du bulletin du CONICET (1985).
- [6] Valeur courante de 1985.
- [7] À cette époque, les universités n'étaient même pas considérées par les propres élites scientifiques comme des espaces professionnels impliqués dans le développement de la recherche, sauf quelques enclaves exceptionnelles.

- [8] Le prêt obtenu était de 66 millions de dollars, dont 64 % étaient destinés au CONICET. Convention N° 348/OC-AR. Pour plus d'informations voir Algañaraz et Bekerman (2011), Beigel et Sabea (2011).
- [9] Le programme de création de centres régionaux fut créé par décision du CONICET N° 217, du 25 novembre 1976.
- [10] Ce capital strictement politique n'est pas seulement le résultat d'une intervention exogène mais provient aussi du monde scientifique et de ce fait on peut difficilement opposer cette logique scientifique à la logique politique, bien que notre vocabulaire semble y inciter. Comme l'a démontré Beigel (2010) dans les champs académiques du Cône Sud (Argentine, Uruguay, Paraguay, Chili) ont existé historiquement des formes de politisation relativement autonomes dans le monde scientifique et universitaire qui acquièrent une spécificité dans le processus de conversion des capitaux en capital politique, comme ce fut le cas par exemple du capital militant, du capital fondé sur le pouvoir universitaire, etc.
- [11] Nous spécifions entre parenthèses la forme de chaque modalité dans le graphique.
- [12] À travers la Décision N° 640 du CONICET a adhéré au nomenclature élaboré en 1979 par le Secrétariat de Science et Technologie sur la base de la National Science Foundation et d'autres organismes européens.
- [13] La carrière de chercheur du CONICET concerne des personnes qui sont des chercheurs à temps complet. Ils reçoivent leur salaire du CONICET et sont employés dans les centres ou universités. Elle fut créée en 1961 comme instrument de promotion de la recherche aux côtés des programmes de bourses et subventions.

## RÉSUMÉ

---

**Français** Dans cet article nous analysons les reconfigurations produites dans le champ scientifique public par la politique universitaire mise en place par la dernière dictature militaire en Argentine. Les institutions qui faisaient partie de cet espace ont connu des processus opposés. Les Universités nationales ont été soumises à un processus de repli important, le Conseil National de Recherches Scientifiques et Technologiques (CONICET) a traversé une phase d'expansion, de croissance et de décentralisation. Le résultat a été un profond éloignement des deux institutions et la création d'une nouvelle structure scientifique basée sur l'existence d'instituts de recherche dont nous essaierons d'expliquer la dynamique et leurs rapports.

### Mots clés

CHAMP SCIENTIFIQUE ARGENTIN

DICTATURE MILITAIRE

CONICET

UNIVERSITÉS NATIONALES

## Español **LOS INSTITUTOS DE INVESTIGACIÓN**

### **EXPANSIÓN Y RECONFIGURACIONES EN EL CAMPO CIENTÍFICO ARGENTINO DURANTE EL ÚLTIMO GOBIERNO MILITAR (1976-1983)**

En este artículo nos proponemos analizar las reconfiguraciones ocurridas en el campo científico público como resultado de la política científico-universitaria implementada por la última dictadura militar en Argentina. En términos generales, las instituciones que conformaban este espacio atravesaron por procesos contrapuestos. Mientras las Universidades Nacionales se vieron sometidas a un proceso de profunda retracción, el Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Tecnológicas –en adelante, CONICET– atravesó una etapa de gran expansión, crecimiento y descentralización. El resultado fue un profundo distanciamiento de los lazos existentes entre ambas instituciones y la conformación de una nueva estructura científica basada en la existencia de institutos de investigación, cuya dinámica y relaciones intentaremos comprender.

#### **Palabras claves**

CAMPO CIENTÍFICO ARGENTINO

DICTADURA MILITAR

CONICET

UNIVERSIDADES NACIONALES

**English** English abstract on Cairn International Edition

# PLAN

---

**La recherche scientifique pendant la dictature**

**Le budget pour la recherche scientifique**

**L'espace des instituts du CONICET : une nouvelle structure scientifique**

**Réflexions finales**

# BIBLIOGRAPHIE

---

## RÉFÉRENCES

---

Algañaraz, V. et Bekerman, F. (2011) The BID-CONICET loan : A case of financial dependency of Science public policy during the Argentine military dictatorship (1976-1983) dans Beigel, F. et Sabea, H. (2011) Academic dependency : the challenge of building autonomous social sciences in the South, EDIUNC-SEPHIS : Mendoza. Sous presse.

Ansaldi, W. (2004) Matriuskas del terror. Algunos elementos para analizar la dictadura Argentina dentro de las dictaduras del Cono Sur en Pucciarelli, A. (coord.) Empresarios, tecnócratas y militares. La trama corporativa de la última dictadura militar. Buenos Aires : Siglo XXI, pp. 27-51.

Beigel, F. (2010) (Coord.) Autonomía y dependencia académica. Universidad e investigación científica en un circuito periférico : Chile y Argentina (1957-1980). Buenos Aires : BIBLOS.

Bourdieu, P. (2003) [1999] Intelectuales, política y poder. Buenos Aires : Eudeba

Dagnino, R et Thomas, H (1999) La política científica y tecnológica en América Latina : nuevos escenarios y el papel de la comunidad de investigación. Revue Redes N°13, Vol. 6, Mai, pp. 49-74.

Gertel, H. (1987) Aspectos distributivos en el análisis del subsidio a la educación universitaria en la Argentina. Revue Crítica y Utopía N°14-15.

Kaufmann, C. (2001) (Dir.) Dictadura y Educación. Tomme I. Universidad y grupos académicos argentinos (1976-1983). Buenos Aires : Mino y Dávila.

Losego, P. et Arvanitis, R. (2008) Science in non-hegemonic countries. Revue d'anthropologie des connaissances 2008/3, Vol. 2, n° 3, pp. 343-350

Mouton, J. et Waast, R. (2009) Comparative Study on National Research Systems : Findings and Lessons. UNESCO Forum on Higher Education. Research and

Knowledge/International Centre for Higher Education Research Kassel at the University of Kasse. Chapitre 5, pp. 147-169.

Oteiza, E. (Dir) (1992) La política de investigación científica y tecnológica en Argentina. Buenos Aires : CEAL.

Pérez Lindo, Augusto (1985) Universidad, política y sociedad. Buenos Aires : EUDEBA.

Rapoport, M. (2000) Historia económica, política y social de la Argentina (1880-2000). Buenos Aires : Ediciones Macchi.

UNESCO- PNUD (1981) Informe PNUD : Desarrollo y educación en América Latina. Informes finales, Volume 1.

Vessuri, H. (1983) Consideraciones acerca del estudio social de la ciencia en Díaz, E., Texera, Y. et Vessuri, H. (Dir.) La ciencia periférica. Venezuela : Monte Avila, pp. 9-34.

Weinberg, G. (1987) Aspectos del vaciamiento de la Universidad Argentina durante los regímenes militares recientes en Universidad y política en América Latina. UNAM, México, pp. 15-34.

## **SOURCES DOCUMENTAIRES**

CONICET (1978) Antecedentes, estructura y organización. Filosofía, objetivos y resultados. Mecanismos de acción. Buenos Aires.

CONICET (1979) Primer encuentro de directores de institutos del CONICET. Bahía Blanca.

CONICET (1980) Programa de desarrollo de Centros Regionales. BID-CONICET. Buenos Aires.

CONICET (1982) Informe 1971-1981. Buenos Aires.

CONICET (1983a) Informe de las actividades 1976-1982. Buenos Aires.

CONICET (1983b) Cumplimiento de sus objetivos específicos 1971-1981. Buenos Aires.

CONICET (1985) Boletín Informativo. Abril-Septiembre. Buenos Aires.

CONICET (1989) Informe sobre investigaciones de hechos ocurridos en el CONICET. Periodo 1976-1983. Buenos Aires.

Convenio N°348/OC-AR entre BID y la Nación Argentina.

Dirección Nacional de Asuntos Universitarios. Sector Documentación e Información Universitaria (1986) Universidades Nacionales. Reseña estadística - Documento de trabajo. Buenos Aires.

Ministerio de Economía y Producción- Secretaría de Hacienda-Oficina Nacional de Presupuesto (2007) Sector Público Argentino No-Financiero-Cuentaahorro-inversiónfinanciamiento-1961-2004. Buenos Aires.

Resolución del CONICET N°217, 25/11/1976.

Resolución del CONICET N°640, 08/11/1979.

## AUTEUR

---

### Fabiana Bekerman

**Fabiana BEKERMAN** est docteur en sociologie de l'Universidad Nacional de Cuyo. Sa thèse a porté sur la structure du champ scientifique argentin. Elle est boursière post-doc du Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Tecnológicas (CONICET). Membre de l'équipe de recherche du Programa de Investigaciones sobre Dependencia Académica en América Latina (PIDAAL) et assignée à la chaire de Structure sociale de de sociologie (Universidad Nacional de Cuyo). Parmi ses publications : (2010) « Modernización conservadora : los diseños de la investigación científica durante el último gobierno militar en Argentina », en Beigel, F. (Coord.) *Autonomía y dependencia de las ciencias sociales : Chile y Argentina (1957-1980)*, BIBLOS ; (2011) La expansión de las research capacities en tiempos de dictadura : la política de creación de institutos en el CONICET y su impacto en la estructura del sistema científico argentino (1974-1983), *Revista Estudios de la Universidad Nacional de Córdoba - Centro de Estudios Avanzados (UNC- CEA)*, Enero-Junio, Número 25 ; (2012) CONICET's Research Capacity Expansion during Argentina's Dictatorship and its Impact on Scientific Fields (1974-1983) in Beigel, F. (Ed.) *The Struggle for Academic Autonomy in Latin America*. Ashgate : London.

Adresse : Lamadrid 779 Ciudad  
CP. 5500 Mendoza  
Argentina

Courriel : [bekermanf@gmail.com](mailto:bekermanf@gmail.com)

Mis en ligne sur Cairn.info le 20/03/2013

<https://doi.org/10.3917/rac.018.0247>

Facebook

Twitter

Imprimer

Plus d'options...



Pour citer cet article

Distribution électronique Cairn.info pour S.A.C. © S.A.C.. Tous droits réservés pour tous pays. Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent article, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Cairn.info